



DOSSIER DE PRESSE

Région Île-de-France :
enquête sur les liens entre
la droite et l'extrême droite

1919 304

Depuis 2019, la Région Île-de-France a accordé au moins 1 919 304 € à des structures membres de la galaxie Stérin ou classées à l'extrême droite

900 000

Depuis 2019, la Région Île-de-France a accordé près de 900 000 € à des structures membres de la galaxie Stérin

1 000 000

Depuis 2019, la Région Île-de-France a accordé plus de 1 000 000 € à des structures classées à l'extrême droite hors galaxie Stérin

48

Depuis 2019, la Région Île-de-France a voté 48 subventions à des structures membres de la galaxie Stérin ou classées à l'extrême droite

31

Depuis 2019, la Région Île-de-France a voté 31 subventions à des structures membres de la galaxie Stérin

17

Depuis 2019, la Région Île-de-France a voté 17 subventions à des structures classées à l'extrême-droite hors galaxie Stérin

2

Seulement 2 maires issus de la majorité régionale ont eu des listes RN face à eux lors des élections municipales de mars 2026

Sommaire

Notre groupe tient à disposition l'ensemble des délibérations et documents ayant permis de réaliser ce dossier.

2. Chiffres clés

3. Sommaire

4 - 5. Édito de Céline Malaisé

6 - 7. La Région participe au projet Péricle's

8 - 9. La galaxie Stérin en Île-de-France : quelques exemples

10 - 11. Des soutiens à d'autres structures polémiques

12 - 13. Elon Musk, anti-wokisme... quand la droite rejoint l'extrême droite

14 - 15. Une droite régionale accro aux médias Bolloré

16. Ces élus qui rapprochent la droite et l'extrême droite... et en 2027 ?

17. Les visages de l'extrême droite à la Région Île-de-France

18 - 19. Nos premières propositions

20 - 23. Annexes

Une porosité entre la droite et l'extrême droite en actes

Valérie Pécresse préside la Région Île-de-France, collectivité la plus riche du pays, depuis 2015. Année après année, la droite régionale s'est appropriée des mots et des propositions longtemps portés par l'extrême droite. Un mouvement qui s'est nettement accéléré à l'occasion de l'élection présidentielle de 2022.

Candidate à l'Élysée, Valérie Pécresse reprend alors le « grand remplacement » et les « Français de papier », expression de Charles Maurras, dirigeant de L'Action française et figure de l'extrême droite nationaliste. Immigration, identité, voile, anti-wokisme... : depuis cette campagne, **les marqueurs de la droite identitaire occupent une place croissante dans les discours de la droite régionale.**

À la Région, ce discours se traduit par **des subventions publiques à des officines conservatrices. Parmi elles, des structures soutenues par Pierre-Édouard Stérin**, entrepreneur, qui a fait le choix de mettre une partie de sa fortune au service d'un projet politique ultraconservateur. C'est une stratégie d'entrisme.

“La galaxie de l'entrepreneur d'extrême droite Pierre-Édouard Stérin bénéficie d'un soutien régional conséquent. Mais elle n'est pas la seule...”

Éducation, parentalité, jeunesse, sécurité... dans de nombreux domaines, la droite régionale finance avec de l'argent public le projet de Stérin, près de 900 000 euros depuis 2019. **Mais les subventions régionales bénéficient à des structures classées à l'extrême droite, bien au-delà de la seule galaxie Stérin.**

Ce dossier est **une enquête sur ces subventions mais surtout sur le glissement idéologique de la droite régionale** de plus en plus poreuse aux idées d'extrême droite.

“Un point d'étape nécessaire sur le glissement idéologique de la droite régionale”

Malgré ses paroles et ses actes, Valérie Pécresse continue de nier ce glissement idéologique. Elle multiplie pourtant les décisions en réponse aux paniques identitaires créées de toutes pièces par la fachosphère ou les médias Bolloré.

En décembre 2025, elle affirmait : *“Il n’y a rien de commun entre les héritiers du gaullisme et les héritiers du lepénisme”*. Quelques semaines plus tard, interrogée par notre groupe, **Valérie Pécresse refusait pourtant d’exclure de la majorité régionale les élus qui pactiseraient avec l’extrême droite à l’occasion des élections municipales de mars 2026.**

“À quelques mois de l’élection présidentielle, cette porosité n’est ni anodine ni insignifiante”

À quelques mois de l’élection présidentielle de 2027, alors que la droite hésite sur la stratégie à suivre, notre groupe alerte et dresse **un état des lieux précis de la porosité idéologique entre l’extrême droite et la majorité de Valérie Pécresse.** Une réalité crue, documentée, factuelle.

“Ce dossier s’inscrit dans notre combat quotidien contre l’extrême droite. Il constitue une contribution à l’approche d’une élection présidentielle décisive”

Les prochaines élections régionales, prévues en 2028, devront être un moment de vérité devant les Franciliens. La majorité sortante devra assumer ses choix et connivences. L’opposition régionale de gauche devra être en capacité de proposer un projet alternatif, de large rassemblement et de rupture franche avec les idées d’extrême droite. Notre groupe formule des premières propositions en la matière.

Céline Malaisé
Conseillère régionale d’Île-de-France
Présidente de La Gauche Communiste,
Écologiste et Citoyenne



La Région participe au projet Périclès

Pierre-Édouard Stérin, entrepreneur, a fait le choix de mettre une partie de son empire financier au service d'un projet politique. Se déclarant patriote mais exilé fiscal, **Stérin finance - depuis 2017 et la création du Fonds du bien commun - des structures dont l'objet participe à sa vision d'une France ultraconservatrice, catholique, tout en faisant ingérence dans la sphère politique.**



L'Humanité

En juillet 2024, Thomas Lemahieu, journaliste de L'Humanité, révèle un rapport commandé par Pierre-Édouard Stérin pour mettre en place une organisation plus vaste : **le projet Périclès**, acronyme pour Patriotes, Enracinés, Résistants, Identitaires, Chrétiens, Libéraux, Européens, Souverainistes. Véritable projet de société, Périclès illustre la structuration d'un courant de pensée et le financement d'un projet politique d'extrême droite pour la France. En action, Périclès soutient une galaxie d'associations, de relais d'opinion et d'entreprises retenus pour les valeurs qu'ils promeuvent et engagés dans un projet de « redressement de la France et à la promotion du Christ ».



[VIDÉO] "Aucune structure appartenant à la galaxie Périclès n'est financée par la Région", juillet 2025

La galaxie Stérin est complexe : elle entremêle des activités hétéroclites, allant des médias au caritatif, des loisirs aux think tanks. Elle s'appuie sur des structures existantes et en prend - ou non - le contrôle capitalistique. Elle cherche aussi des soutiens politiques et des fonds publics : la Région Île-de-France, dirigée par Valérie Pécresse depuis 2015, fait partie de ses soutiens. La droite régionale le nie avec un aplomb déconcertant quand notre groupe l'interroge.

Pour la première fois, le soutien de la droite régionale est chiffré. Depuis 2019, la droite régionale a voté **31 subventions** à des structures financées par la galaxie Stérin **pour un montant total de 900 000 euros**. Ces subventions régionales ont bénéficié directement à 9 structures, basées essentiellement dans l'Ouest parisien mais pouvant rayonner sur toute l'Île-de-France.



Depuis 2019, la Région Île-de-France a accordé près de 900 000 € à des structures membres de la galaxie Stérin



Depuis 2019, la Région Île-de-France a accordé plus de 1 000 000 € à des structures classées à l'extrême-droite hors galaxie Stérin

Dans le champ de la famille, de la santé et de la jeunesse, ont bénéficié **Familya, Le Réseau des Parents, Marthe et Marie, Laissez-les servir, Marraine & Vous**. Dans le champ de la sécurité, ont été subventionnés **le Centre Européen de Recherche sur le Frérisme, Défense des Serviteurs de la République et Solidarité Défense**. Autre soutien régional à un acteur de la galaxie Stérin, dans le champ économique : **J'aime ma boîte**.

D'autres structures bénéficient d'un soutien de la part de la Région, sans recevoir de subventions directes. C'est le cas notamment du **Centre de Réflexion sur la Sécurité Intérieure** présidé par Thibault de Montbrial, par ailleurs avocat de Valérie Pécresse. C'est le cas également de **Cycloshow XY**, association qui intervient dans le champ de l'éducation sexuelle et affective, au sein des lycées privés sous contrat.

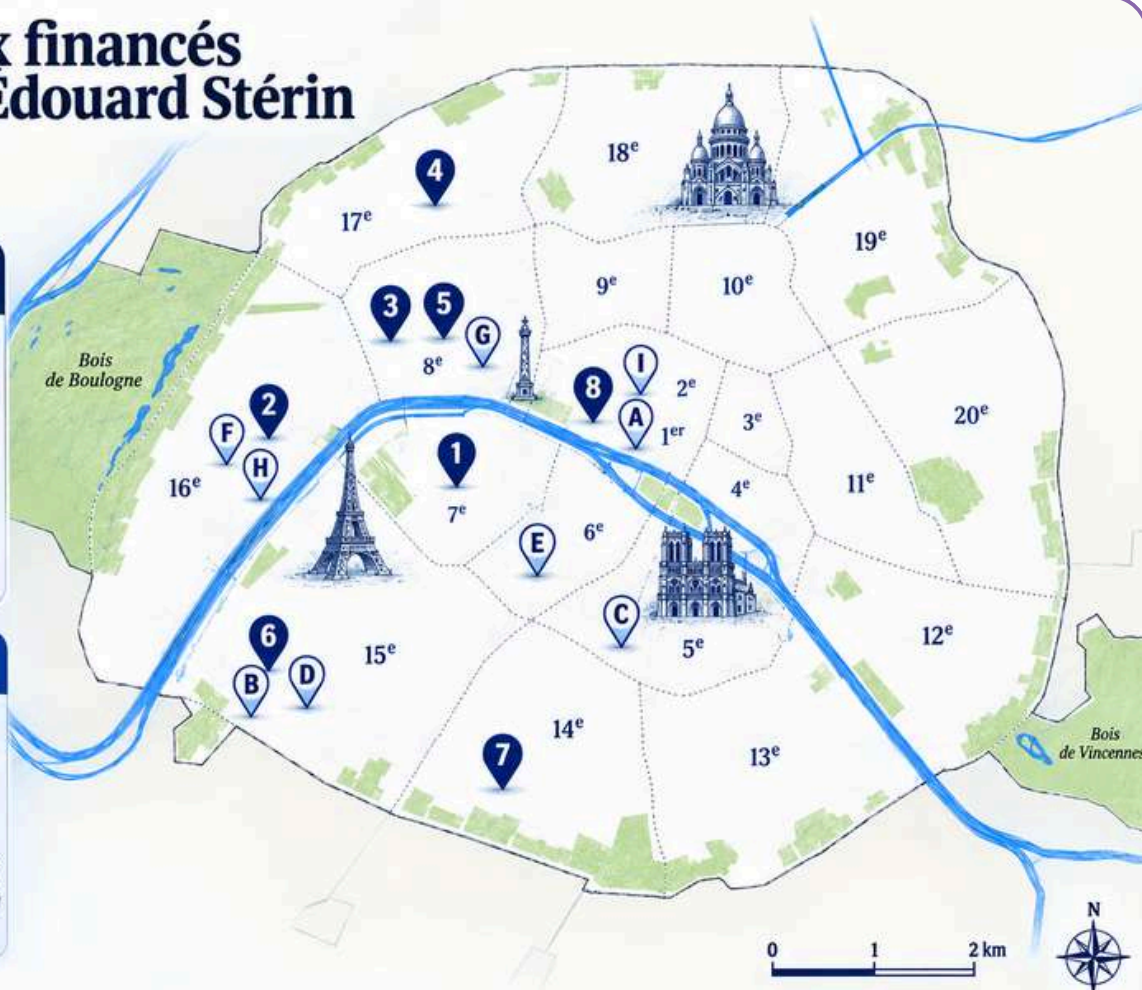
Les réseaux financés par Pierre-Édouard Stérin à Paris

Structures financées par la Région Île-de-France et Pierre-Édouard Stérin

- 1 Familya (7^e)
- 2 Centre de Recherche sur la Sécurité Intérieure (16^e)
- 3 Centre Européen de Recherche sur le Frérisme (8^e)
- 4 Défense des serviteurs de la République (17^e)
- 5 J'aime ma boîte (8^e)
- 6 Solidarité Défense (15^e)
- 7 Marthe et Marie (14^e)
- 8 Marraine & Vous (1^{er})

Structures financées par Pierre-Édouard Stérin

- A Neo TV (1^{er})
- B Alliance VITA (15^e)
- C Fondation Jérôme Lejeune (5^e)
- D Marche pour la vie (15^e)
- E We are lovers (6^e)
- F Cercle Droit & Liberté (16^e)
- G Cercle Entreprises & Libertés (8^e)
- H Institut de Formation Politique (16^e)
- I Cercle Alcuin (2^e)



La galaxie Stérin en Île-de-France : quelques exemples

L'utilisation de l'argent public pour ces structures fait l'objet d'alertes de la part de notre groupe auprès de l'exécutif qui nie l'appartenance même de ces structures à la galaxie Stérin. Pourtant, la plupart des structures subventionnées par la Région sont au coeur des enquêtes journalistiques, notamment du collectif *Hors cadre*. Exemples.

Certains bénéficiaires de subventions régionales font l'objet d'enquêtes administratives de la part des services de l'État à l'image de **Laissez-les servir**, association défendue avec zèle par l'exécutif régional jusqu'à la parution à l'été 2025 de l'enquête du Bondy Blog.



D'autres bénéficiaires se voient reprocher des positions anti-IVG ou proches de courants conservateurs à l'image de **Familya** qui a fait l'objet d'une enquête de Médiacités. Familya est l'association de la galaxie Stérin qui bénéficie le plus de subsides régionaux (400 000 €) pour la création d'un centre dans le 7e arrondissement de Paris, où la Maire **Rachida Dati** en fait la promotion dans son dernier magazine municipal.

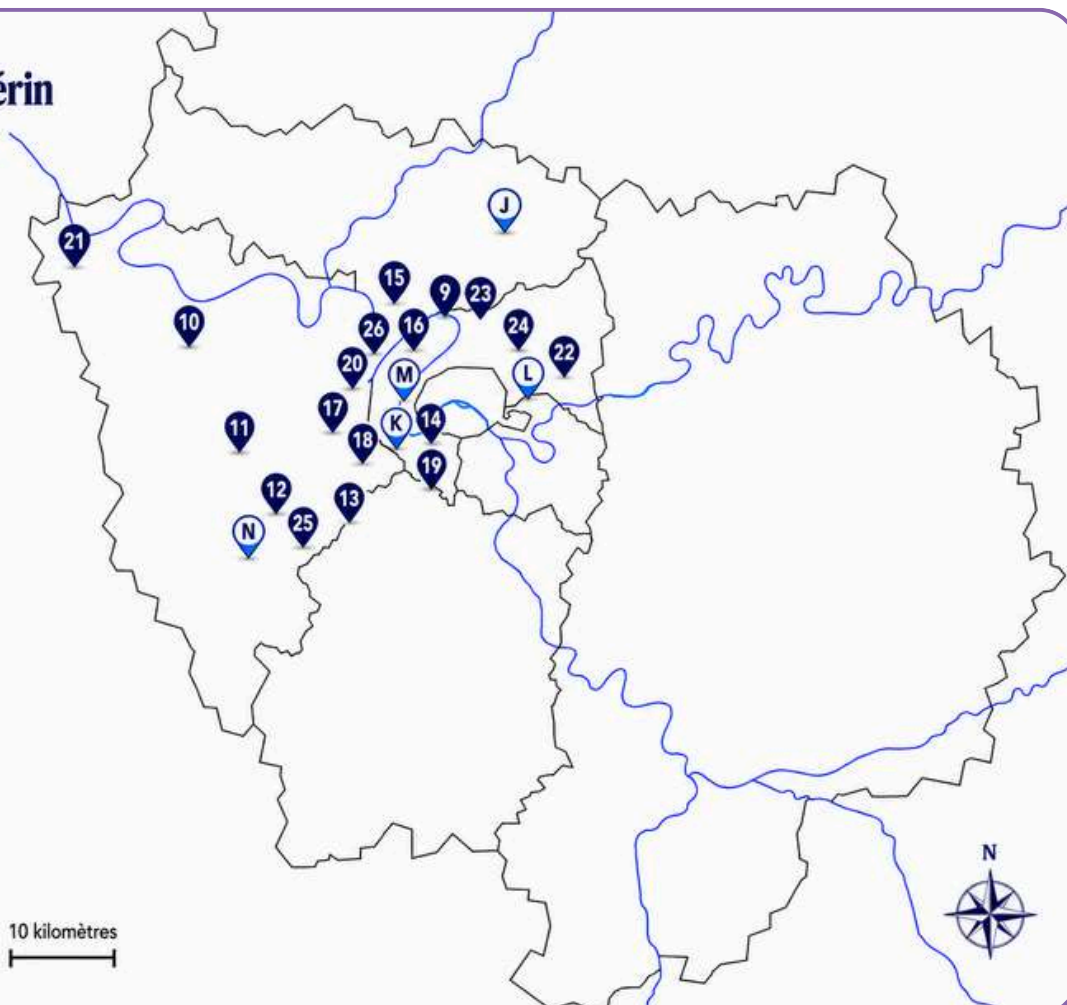
MÉDIACITÉS



Les réseaux financés par Pierre-Édouard Stérin en Île-de-France

- Structures financées par la Région Île-de-France et Pierre-Édouard Stérin**
- 9 Réseau des Parents – Gennevilliers
 - 10 Réseau des Parents – Mantes la Ville
 - 11 Réseau des Parents – Noisy le Roi
 - 12 Réseau des Parents – Versailles
 - 13 Réseau des Parents – Viroflay
 - 14 Réseau des Parents – Fontenay-aux-Roses
 - 15 Réseau des Parents – Asnières-sur-Seine
 - 16 Réseau des Parents – La Garenne Colombes
 - 17 Réseau des Parents – Vaucresson
 - 18 Réseau des Parents – Saint-Cloud
 - 19 Marthe et Marie – Garches
 - 20 Marthe et Marie – Courbevoie
 - 21 Marthe et Marie – Épône
 - 22 Laissez les servir – Rosny-sous-Bois
 - 23 Laissez les servir – Pierrefitte
 - 24 Laissez les servir – Saint-Denis
 - 25 Cycloshow XY – Viroflay
 - 26 Marraïne & Vous – Asnières

- Structures financées par Pierre-Édouard Stérin**
- J La Maison des Familles – Eaubonne
 - K Com' Je t'aime – Chaville
 - L Lou Média – Vincennes
 - M Teen Star – Cligny
 - N Les Éveilleurs d'Espérance – Versailles



Source : GCEC

Autre bénéficiaire dont les positions anti-IVG et anti-choix sont au coeur d'enquêtes journalistiques à lire dans Le Poulpe et La Déferlante : les maisons **Marthe et Marie**. Elles accueillent des colocations pour mères isolées avec enfant.

Sous couvert de solidarité, l'association est accusée de faire du prosélytisme contre l'avortement. L'Île-de-France compte 3 maisons Marthe et Marie et une quatrième est en construction. 3 ont été cofinancées par la Région.

La galaxie Stérin s'immisce également dans l'éducation à la vie affective, relationnelle et à la sexualité avec une multitude d'associations dont Le Réseau des Parents, soutenu chaque année par la droite régionale.

Certains bénéficiaires participent à la panique identitaire et font l'objet de polémiques. C'est le cas du Centre Européen de Recherche sur le Frérisme, **le CERIF**, dirigé par Florence Bergeaud-Blackler au coeur de cette enquête du Monde.

Le CERIF a organisé deux éditions d'un colloque intitulé "Les islamismes en Europe" au sein même de l'hémicycle régional. Ces deux colloques ont été l'occasion de développer, sous couvert de travaux universitaires décriés, une atmosphère islamophobe et anti-woke. Le tout financé par la Région qui a attribué 35 000 € et mis à disposition le siège régional gratuitement.

Patrick Karam, Vice-Président de la Région,
à la tribune du second colloque
"Les islamismes en Europe" organisé par
le CERIF dans l'hémicycle régional
10 juin 2026, Saint-Ouen (93), GCEC

LE POULPE



LA DÉFERLANTE
LA REVUE DES RÉVOLUTIONS FÉMINISTES



MEDIAPART



Le Monde



Des soutiens à d'autres structures polémiques

La droite régionale soutient des théories et organisations aux idées d'extrême droite bien au-delà de la galaxie Stérin. Elle subventionne d'autres organisations polémiques, classées le plus souvent à l'extrême droite. Aussi, la droite régionale met en œuvre des décisions prises ailleurs par des Maires RN. Illustrations.

Dans le secteur de Patrick Karam, la Région Île-de-France a généreusement subventionné, à deux reprises, le Centre d'Analyse du Terrorisme (120 000 €) pour un colloque et la réalisation d'un rapport sur les vecteurs de radicalisation sur les réseaux sociaux. Les rendus n'ont nullement justifié, de notre point de vue, ce montant versé au CAT, cofondé par **Thibault de Montbrial** et dirigé par **Jean-Charles Brisard**. Ce dernier est cité dans le Qatargate par la Justice et a été condamné depuis pour fraude fiscale aggravée et blanchiment dans une autre affaire.

Autre subvention polémique : le réseau d'écoles catholiques traditionalistes hors contrat **Espérance Banlieues** (600 000 €). Notre groupe alerte depuis plusieurs années sur cette association qui fait l'objet de plaintes d'élèves pour violences et d'enquêtes journalistiques. Ce réseau d'écoles, dont 5 en Île-de-France, bénéficie d'un soutien financier de la Région mais aussi de l'État grâce au statut associatif de ces écoles hors contrat. Espérance Banlieues bénéficierait de financements de Stérin, sans que nous puissions le démontrer à ce jour.



Un vice-président impliqué

Vice-Président chargé des sports, de la citoyenneté, des loisirs et de la vie associative, **Patrick Karam** assume un rôle d'entremetteur entre des officines polémiques et l'exécutif régional. Le secteur dont il a la responsabilité attribue d'importantes subventions à des associations controversées : le CERIF, Espérance Banlieues, le Centre d'Analyse du Terrorisme, etc. Cheville ouvrière, dévoué à Valérie Pécresse et redouté des siens, il exerce une véritable influence sur les politiques régionales dans le sport mais aussi dans les îles de loisirs et instrumentalise la laïcité et les valeurs républicaines.

Le laboratoire de l'île de loisirs de Jablines-Annet (77)

Propriété de la Région, les usages en vigueur sur l'île de loisirs de Jablines-Annet rappellent de récentes décisions - attaquées en Justice - prises par des Maires RN. Panneaux et banderoles interdisant la chicha, panneau d'interdiction du burkini (sans assise légale), annonces sonores et agents mobilisés pour faire respecter l'interdiction de se baigner "habillé" avec un zèle prononcé pour rappeler les femmes à l'ordre... L'île a été transformée en laboratoire où souffle une bise, bien palpable, d'islamophobie. En août 2025, nous avons saisi la Défenseure des Droits.



Affichages sur l'île de loisirs de Jablines-Annet (77), 4 août 2026, GCEC

L'instrumentalisation de la laïcité

Comme le fait l'extrême droite, le principe républicain de laïcité est instrumentalisé par l'exécutif régional. Ce principe, codifié depuis la loi de 1905, est pourtant consigné dans une charte régionale qui s'impose à tous les bénéficiaires de subsides régionaux. Cette charte régionale de la laïcité a été retoquée, dans sa version initiale, par le Tribunal administratif à la suite d'un recours porté par notre groupe. L'article retoqué ? Celui qui tentait de porter atteinte à la liberté vestimentaire... Une obsession de la droite et de l'extrême droite au nom de leur vision de la laïcité.

Des recrutements très politiques

Valérie Pécresse s'entoure de personnalités qui détonnent telles qu'**Amine El Khatmi**, cofondateur du Printemps Republicain, devenu en 2024 collaborateur laïcité de la Présidente de Région. Issu du PS, ses positions le rapprochent dangereusement du RN. Il a pour collègue **Pierre-Henri Tavoillot**, référent laïcité de la collectivité, philosophe en croisade contre le wokisme et la gauche. Autre personnalité, **Didier Lemaire** a intégré les services de la Région après la polémique qu'il a créée en dénonçant des menaces d'islamistes lorsqu'il était enseignant à Trappes (78). L'enquête sur ces menaces a été classée sans suite. Didier Lemaire a par ailleurs créé l'association Défense des serviteurs de la République, financée par la Région et Stérin, dont il est secrétaire général.

Elon Musk, anti-wokisme... quand la droite rejoint l'extrême droite

La droite régionale reprend le **discours anti-woke** de l'internationale réactionnaire. L'extrême droite pèse de plus en plus sur les décisions de l'exécutif régional qui cède désormais aux éditorialistes et à la fachosphère. Exemples.

Le 5 juin 2025, en réaction à une polémique alimentée sur les réseaux sociaux par la fachosphère, Valérie Pécresse annonce sur X que la Région ne versera pas la subvention pour l'organisation de la Marche des Fiertés 2025, soit 25 000 €. Elle supprimera au passage - en réponse à un amendement du groupe RN - la subvention votée en 2023 mais non versée par la Région, soit 25 000 € supplémentaires.

Fidèle à la tradition des luttes pour les droits des personnes LGBT+, cette affiche réaffirmait le nécessaire combat contre les forces réactionnaires et appelait à l'unité du mouvement LGBT+ et ses alliés face à elles. Pourtant, la droite régionale a satisfait les revendications de la fachosphère et a participé à sa cabale LGBTphobe.

Pour illustrer le rapprochement entre la droite et l'extrême droite, il est important de rappeler ce tweet de Valérie Pécresse au lendemain de l'annonce, par Donald Trump, de la création du département de l'efficacité gouvernementale, le DOGE, avec le *dark MAGA* **Elon Musk** à sa tête.



Affiche de la Marche des Fiertés 2025 réalisée pour l'Inter LGBT



Un comité de la hache anti-bureaucratique, j'en ai rêvé et @elonmusk va le faire !



13 nov. 2024



- November 12, 2024 -

STATEMENT FROM PRESIDENT DONALD J. TRUMP

Tweet de Valérie Pécresse, en réponse à Elon Musk fraîchement nommé par Donald Trump

13 novembre 2024, X

Autre exemple, en décembre 2022, le groupe majoritaire fait adopter un amendement pour **“l’interdiction de l’écriture inclusive** des publications, communications et documents produits par la Région et ses membres”. Cette décision, toujours en application, va à l’encontre des recommandations du Haut Conseil à l’Égalité.

Cette charge anti-woke prendra une autre dimension le 10 juin 2026 avec l’invitation, à la tribune de l’hémicycle régional, de personnalités faisant un lien entre le wokisme, l’extrême gauche et l’islamisme dont Pierre Vermeren, professeur d’histoire contemporaine à Paris I et **Fabrice Balanche**, maître de conférences à Lyon 2.

Ce dernier est intervenu, en juin 2026, lors du second colloque du CERIF sur les islamismes en Europe. Il a développé, depuis l’hémicycle régional, un discours réactionnaire.

Pierre Vermeren a été notamment co-directeur de l’ouvrage *Face à l’obscurantisme woke*, paru en avril 2025, avec 26 contributeurs dont plusieurs membres de l’Observatoire d’éthique universitaire (ex-Observatoire du décolonialisme), financé par... Pierre-Édouard Stérin.

L’islamisme est régulièrement utilisé par la droite régionale comme un épouvantail et tout particulièrement par **Valérie Pécresse qui ose même, le 20 septembre 2023, faire un lien entre logement social et islamisme** pour justifier sa politique anti-logement social... Un discours qui fait les yeux doux à l’électorat d’extrême droite et qui surfe sur les fantasmes populistes qui entourent le logement social dans une partie de la droite et au sein de l’extrême-droite.

Texte de l’amendement :

Ajout d’un article additionnel rédigé comme suit :

« Mandate la présidente du Conseil régional pour interdire l’usage de l’écriture dite « inclusive », qui ambitionne de substituer à l’emploi du masculin - lorsqu’il est utilisé dans un sens générique - le point médian, qui vise à faire ressortir l’existence d’une forme féminine. Cette interdiction s’appliquera à l’intégralité des publications, communications et documents produits par la région et ses membres. »

Exposé des motifs de l’amendement :

Alors que 63% des Français ont manifesté leur opposition à l’écriture inclusive dans un sondage IFOP de 2021, l’utilisation de ces nouvelles règles grammaticales qui prétendent « assurer une égalité des représentations entre les femmes et les hommes » se propage. Malgré l’intention louable de vouloir faire progresser l’égalité entre les femmes et les hommes, l’écriture inclusive se révèle être nuisible à l’apprentissage et à la pratique de la langue française ainsi que de son intelligibilité, en instaurant une rupture brutale entre l’écrit et l’oral.

Les promoteurs de cette écriture, sous prétexte d’établir une équation parfaite entre le genre grammatical et le sexe biologique, commettent ce que l’anthropologue Claude Lévi-Strauss appelle un « contre sens ». En effet, ni le masculin, ni le féminin ne renvoient nécessairement à un homme ou à une femme (ex : une girafe, une sentinelle). En substituant le vocable de « genre » à la place de « sexe », les militants de cette cause participent volontairement à cette confusion.

Au-delà de ces règles grammaticales douteuses, la volonté d’utiliser une telle écriture trahit l’esprit républicain et l’idéal universaliste français au profit d’une guerre des identités. La langue et l’écriture ne sont pas seulement des outils de communication. À travers son appropriation, elles véhiculent un ensemble de valeurs, de pensées et de représentations du monde.

Malgré la prétention inclusive de cette écriture, celle-ci se révèle particulièrement excluante, en installant une seconde langue réservée à une catégorie de la population et en pénalisant les populations affectées d’un handicap cognitif, notamment la dyslexie, la dysphasie ou l’apraxie. Elle accentue les difficultés d’apprentissage et de transmission de la langue française, réputée complexe.

Enfin, l’Académie française n’a pas manqué d’émettre de sérieuses réserves quant à l’usage de cette grammaire, évoquant un « péril mortel » pour la langue française.

Pour toutes ces raisons, il est indispensable de supprimer l’usage de l’écriture inclusive et de restaurer la langue française dans ses droits.

Vincent JEANBRUN

Amendement du groupe Île-de-France Rassemblée pour l’interdiction de l’écriture inclusive à la Région Île-de-France
Décembre 2022



[VIDÉO] L’intervention de Fabrice Balanche au colloque du CERIF dans l’hémicycle régional



[VIDÉO] Valérie Pécresse fait un lien entre logement social et islamisme

Une droite régionale accro aux médias Bolloré

Des membres de la majorité régionale courent les médias Bolloré. Tribunes dans Le JDD, chroniqueurs réguliers sur C NEWS, invités d'Europe 1... Des élus de la majorité régionale sont friands de ces médias classés à la droite de la droite, sanctionnés plusieurs fois par l'ARCOM.

Ils s'y expriment sur tout et très rarement sur les affaires régionales. Ils usent d'une rhétorique politique usée, une *novlangue* apprise au cours de formations à la prise de parole en public et devant les médias, parfois financées par la Région.

Immigration, Covid-19, fin de vie... les conseillers régionaux de la majorité sont particulièrement omniscients, quitte à développer des positions contraires en fonction des plateaux, comme le fera Philippe Bouriachi à propos du burkini, ou à épouser les thèses du complotisme lors de la pandémie de Covid-19.



Pierre Liscia, délégué spécial à la laïcité et à la citoyenneté, sur C NEWS

Un élu condamné

Conseiller de Paris depuis mars 2024, conseiller régional chargé depuis peu de la laïcité, Pierre Liscia a été condamné en juin 2026 pour diffamation suite à la publication d'une vidéo - propulsée par la fachosphère - où il s'est mis en scène dans un cimetière parisien avec un ex-agent de la Ville de Paris faisant état de pratiques funéraires aux relents antisémites. L'intéressé, condamné, était à la ville un soutien d'Éric Zemmour et est poursuivi depuis dans une affaire de tentatives de viols et de viols.



Laurent Jeanne, délégué spécial à la rénovation urbaine, sur C NEWS



Aurélie Taquillain, vice-présidente chargée de l'égalité femmes-hommes, sur C NEWS



Valérie Pécresse, Présidente de la Région Île-de-France, sur C NEWS



Othman Nasrou, premier vice-président chargé des finances, sur C NEWS



Philippe Bouriachi, conseiller régional IDFR, sur C NEWS



Patrick Karam, vice-président chargé des sports et de la vie associative sur C NEWS



Ludovic Toro, délégué spécial à la lutte contre la désertification médicale, sur C NEWS



Geoffroy Didier, Président délégué chargé de l'intelligence artificielle, sur C NEWS



Vincent Jeanbrun, conseiller régional IDFR, sur C NEWS



Xavier Melki, délégué spécial aux copropriétés dégradées, sur C NEWS

Ces élus qui rapprochent la droite et l'extrême droite... et en 2027 ?

Des membres de la majorité régionale entretiennent des liens avec l'extrême-droite. À l'approche des élections municipales de 2026, notre groupe a demandé à Valérie Pécresse de rompre avec celles et ceux qui, dans sa majorité, feraient le lien avec le RN. L'intéressée botta en touche. Zoom sur quelques-uns de ces élus qui font la passerelle avec l'extrême droite... en prévision de 2027 ?

Valérie Lacroute

Vice-présidente de la Région, Maire de Nemours (77) et présidente de la fédération LR de Seine-et-Marne, Valérie Lacroute a ouvert la porte à des alliances avec le RN lors des municipales de 2026. Elle en sera félicitée par Aymeric Durox, Sénateur RN de Seine-et-Marne et Président du groupe RN-UDR de la Région.

Christine Cerrigone

Sur les réseaux sociaux, l'élue du groupe majoritaire s'affiche à l'anniversaire de **Sarah Knafo** et pleure Jean-Marie Le Pen.

Benoît Chevron

Conseiller régional LR, président de la fédération des chasseurs de Seine-et-Marne, l'élue partage un tatakaï de chevreuil et une discussion sur le rapprochement entre LR et l'extrême droite européenne avec Marion Maréchal en juillet 2026.

Marie-Ève Perru

L'élue régionale, membre du groupe majoritaire Île-de-France Rassemblée, a parrainé **Éric Zemmour** à l'élection présidentielle de 2022.



Valérie Lacroute, présidente de la Fédération LR de Seine-et-Marne. © Mairie de Nemours

Plus insidieusement, le RN joue aussi l'entrisme auprès de la droite républicaine, plutôt que de camper dans l'opposition. « Je n'appelle pas à l'alliance avec le RN. Mais, au gré du contexte local, oui, il est possible de prendre sur sa liste des membres qui votent RN », confirme Valérie Lacroute, présidente de la Fédération LR de Seine-et-Marne. Un choix qui pourrait avoir un impact sur la couleur des grands électeurs aux prochaines sénatoriales et

*Le Journal du Grand Paris,
20 janvier 2026*



*Christine Cerrigone à
l'anniversaire de Sarah Knafo,
Facebook, 24 avril 2025*



*[VIDÉO] Céline Malaisé demande à
Valérie Pécresse d'exclure ceux qui
feraient alliance avec le RN*

Les visages de l'extrême droite à la Région Île-de-France



*Murielle Martin Cham rejoint l'UDR
28 avril 2026, X*



*Tweet de Murielle Martin Cham
remerciant les élus LR pour son
élection à la commission
permanente malgré son ralliement
au groupe RN-UDR, 30 juin 2026, X*



*Benoît Chevron discute alliance LR-
RN au Parlement européen autour
d'un tataki de chevreuil,
25 juillet 2026, Instagram*

Élu en 2021 à la Région Île-de-France, **Jordan Bardella** a brillé par son absence. Il démissionna en février 2025.

En avril 2025, le Président du groupe RN, par ailleurs trésorier national du RN, **Wallerand de Saint-Just** a été démissionné d'office à la suite de deux condamnations de Justice dont une dans l'affaire des assistants parlementaires européens.

Depuis avril 2025, la présidence du groupe RN est assurée par **Aymeric Durox**, Sénateur de Seine-et-Marne. L'intéressé réalisa un tour de force aux sénatoriales dans un département qui ne comptait pas, officiellement, de municipalité RN.

Le groupe compte également des personnalités frontistes dont **Marie-Caroline Le Pen**. Il a compté des élus éphémères tels que le député des Vosges **Gaëtan Dussaussy**, le député de l'Oise **Philippe Ballard** ou encore **Pierre-Romain Thionnet**, ancien secrétaire général du syndicat étudiant d'extrême-droite La Cocarde.

En juin 2026, le groupe RN devient RN-UDR et intègre une transfuge issue de la majorité régionale : **Murielle Martin Cham**.

Élue sous l'étiquette UDI, Murielle Martin Cham a rejoint le groupe majoritaire IDFR avant d'en être exclue après son ralliement à l'UDR d'**Éric Ciotti** lors des municipales de 2026. Elle rejoint, en juin 2026, le groupe RN-UDR.

Nos premières propositions

Comme la droite américaine avec le soutien des Républicains à Donald Trump, la droite francilienne se rapproche, voire épouse certaines théories réactionnaires de l'extrême droite. Ces idées influencent les politiques publiques régionales. Or, face aux ingérences et aux *fake news* qui sont des carburants des théories de l'extrême droite, il convient au contraire, pour la collectivité régionale, de proposer un plan d'action pour la promotion de l'égalité, de la liberté et de la fraternité. Cela passe par une politique plus éthique, plus juste, plus inclusive qui s'attaque véritablement aux discriminations, aux entrismes et à la désinformation. Cela nécessite de renforcer les outils pédagogiques mis à disposition par la Région et de l'accès aux savoirs, aux loisirs et à la culture. Telles sont les lignes conductrices de premières propositions pour l'Île-de-France que nous mettrons en débat avec les acteurs concernés.

Immédiatement :

- **Rompre les liens financiers entre la Région Île-de-France et les structures financées par Pierre-Édouard Stérin** et/ou promouvant des idées d'extrême-droite contraires aux valeurs de la République
- Engager un **audit sur les subventions déjà versées aux structures financées par Pierre-Édouard Stérin** et/ou promouvant des idées d'extrême-droite contraires aux valeurs de la République
- **Constituer la Région partie civile, de façon automatique**, en cas de propos, d'écrits ou d'attitude pénalement répréhensible de la part d'un·e élu·e régional·e
- Revoir les modalités de nomination du référent laïcité de la Région en faisant valider la proposition de l'exécutif par l'assemblée régionale à la majorité qualifiée

En direction de tou·tes les Francilien·nes :

- Co-construire avec les associations lycéennes, le conseil régional des jeunes, des associations professionnelles de journalistes, de juristes et de personnalités qualifiées **un plan de lutte contre la désinformation et les ingérences** à destination des lycéennes et lycéens

Nos premières propositions

- Consacrer **au moins 5 millions d'euros par an** à des actions de lutte contre le racisme, le sexisme, l'antisémitisme, les LGBTphobies et contre toutes formes de discriminations
- Financer les initiatives des associations, lycées et musées animant des **itinéraires historiques** sur l'Histoire de la République, la lutte contre le fascisme et ses crimes, la Résistance
- **Harmoniser les conditions d'accès aux îles de loisirs** en mettant fin aux pratiques illégales et/ou discriminatoires
- **Garantir l'accès universel aux services publics régionaux** sans discrimination et former les agents davantage

En direction de tou·tes les lycéen·nes :

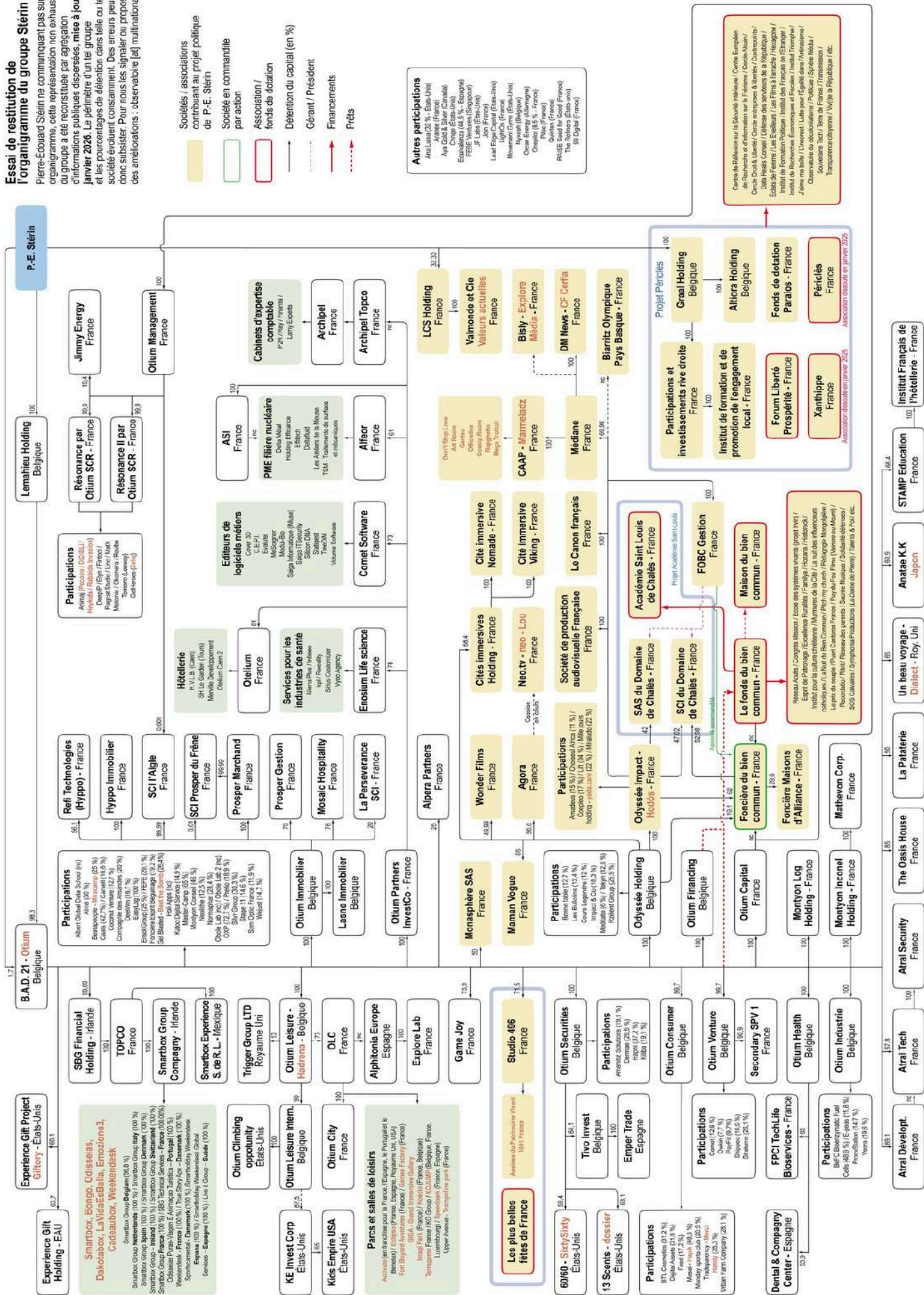
- Co-construire avec les associations lycéennes, le conseil régional des jeunes, des associations d'éducation populaire et de personnalités qualifiées **un plan régional pour la promotion de l'égalité, de la liberté et de la fraternité** ciblant les lycéennes et lycéens
- Mettre en place sur les outils de communication de la Région, dont l'application Labaz à destination des lycéennes et lycéens, des **modules de vérification des informations (*fact checking*)**
- Organiser un **concours annuel de création de contenus de *fact checking*** à destination des lycéennes et lycéens

En direction des têtes de réseau :

- **Renouer avec le financement régional des acteurs de l'éducation interrompus par la droite** dont la FCPE, la Ligue de l'Enseignement, la fédération des MJC de Paris, etc.
- **Renforcer le financement régional d'acteurs de l'éducation populaire et de la culture**
- Soutenir les initiatives de médias, d'associations et de collectivités en faveur de **l'éducation au traitement de l'information** des plus jeunes

Observatoire des multinationales, septembre 2025

Essai de restitution de l'organigramme du groupe Stérin



Annexe : Récapitulatif des montants engagés par la Région Île-de-France dans la galaxie Stérin

Structures	Montant en euros	Année
Marianne & Vous	10 000	2021
	5 000	2024
	5 000	2025
Familya	400 000	2023
Le réseau des parents	18 000	2020
	18 000	2021
	18 000	2023
	10 000	2024
	10 000	2025
CERIF	15 000	2026
Défense des serviteurs de la République	20 000	2023
J'aime ma boîte	15 000	2021
	15 000	2021
	18 000	2022
	15 000	2022
	15 000	2022
	15 000	2023
	15 000	2023
	10 000	2023
	10 000	2025
	8 333	2026

Annexe : Récapitulatif des montants engagés par la Région Île-de-France dans la galaxie Stérin

Structures	Montant en euros	Année
Solidarité Défense	25 000	2019
	25 000	2020
	25 000	2023
	10 000	2025
	10 000	2026
Marthe et Marie	12 971	2019
	20 000	2021
	16 000	2023
Laissez-les servir	45 000	2020
	45 000	2024

Annexe : Récapitulatif des montants engagés par la Région Île-de-France dans des associations classées à l'extrême droite dont l'appartenance à la galaxie Stérin n'est pas avérée

Structures	Montant en euros	Année
Centre d'Analyse du Terrorisme	80 000	2022
	40 000	2020
Espérance Banlieues	50 000	2020
	50 000	2020
	50 000	2020
	50 000	2020
	100 000	2022
	150 000	2023
	50 000	2024
	100 000	2024
Rocher Oasis des Cités	50 000	2020
	40 000	2021
	40 000	2022
	50 000	2023
	50 000	2024
	40 000	2025
	30 000	2026



Contact presse

Yoann Rispal
Directeur de cabinet
yoann.rispal@iledefrance.fr
groupegauchecom.idf@gmail.com
06 27 04 28 45

Suivez-nous sur [X](#), [Facebook](#), [Instagram](#), [YouTube](#) et [Bluesky](#). @GaucheComIDF

Retrouvez l'actualité du groupe sur gauchecom.fr